



# Réussir la nouvelle étape

DEUX ANNÉES D'ACTION  
AU SERVICE DES FRANÇAIS

« SPÉCIAL LA ROCHELLE 2014 »



# ENSEMBLE, RÉUSSIR LA NOUVELLE ÉTAPE !



**Bruno Le Roux**

*Président du groupe SRC  
Assemblée Nationale*

## Sommaire des chantiers du changement

L'emploi	p 4
La production	p 5
Le pouvoir d'achat	p 6
Le savoir	p 7
Les finances publiques	p 8
La solidarité	p 9
Le territoire	p 10
La mondialisation	p 11
La société	p 12
La sécurité	p 13
Le quotidien	p 14
L'avenir	p 15

*« L'histoire enseigne aux hommes la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements mais elle justifie l'invincible espoir. »*

*Jean Jaurès*

Madame, Monsieur,

Chers amis,

Comme chaque année, la famille socialiste est réunie à La Rochelle pour les universités d'été.

Ces rencontres estivales et studieuses ont un parfum particulier puisque notre rapport au réel et à l'idéal est en permanence réinterrogé par l'exercice des responsabilités.

2014, au milieu du premier quinquennat de François Hollande et après des élections municipales qui fragilisent notre implantation territoriale, ne fait pas exception.

La persistance de la crise, les difficultés économiques et sociales, le spectre de l'extrémisme qui rôde, le retour fracassant des tensions internationales sont autant de sujets d'angoisse.

Face aux difficultés, face à l'impatience des Français, face au rouleau-compresseur médiatique qui caricature, notre majorité doit tenir bon. Tenir bon pour combattre la crise. Tenir bon pour soutenir les Français. Tenir bon pour engager les réformes nécessaires à la préservation de notre modèle social. Tenir bon pour convaincre.

Les 12 chantiers présentés dans ce livret montrent que depuis deux ans, nous avons engagé des initiatives fortes pour répondre aux défis placés sur le chemin de la France.

La nouvelle étape entamée au Printemps 2014 doit consolider cet acquis.

Ensemble, mobilisons-nous pour la réussir !

*amitiés,* 

>>> RENTRÉE 2014 : un plan de travail dense !

PLAN DE RELANCE POUR LE LOGEMENT

CONFÉRENCE CLIMAT PARIS 2015

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE  
ET CROISSANCE VERTE

PLF 2015

baisses d'impôt

PRIORITÉ À L'APPRENTISSAGE

réforme territoriale

ASILE

MALI / RCA

défi européen

RÉFORME

DE LA DÉPENDANCE

PLFSS 2015

permis de conduire

lutte contre le terrorisme

poursuite de la simplification

## SUR INTERNET :

- Participer à la simplification :  
<http://www.faire-simple.gouv.fr>
- Suivre des cours universitaires :  
<http://www.france-universite-numerique.fr>
- Consulter les déclarations d'intérêt  
des parlementaires et des ministres :  
<http://www.hatvp.fr>
- Engager la rénovation thermique de  
son logement :  
<http://www.renovation-info-service.gouv.fr>
- Candidater au service civique :  
<http://www.service-civique.gouv.fr>



# L'emploi

*Le cœur de la crise française, c'est le chômage. Après 10 années de laisser-aller sous la droite, des mesures fortes devaient être prises. C'est tout le sens de la politique menée depuis 2 ans ainsi que celui du pacte de responsabilité et de solidarité. Pour endiguer le chômage et redonner de l'espoir, la mobilisation de moyens exceptionnels est indispensable.*



**Baisser le coût du travail sans baisser les salaires.** Avec le pacte de responsabilité et de solidarité, la majorité a engagé une action résolue pour baisser les cotisations et impôts pesant sur le travail (6% sur les salaires inférieurs à 2.800 euros en 2014, baisse massive de cotisations jusqu'en 2017, suppression des petites taxes). Cet effort sans précédent de 41 milliards d'euros est un levier majeur pour redonner de la force à notre appareil productif.

**Favoriser l'apprentissage.** Adoption d'une aide de 1.000 euros par apprenti pour les PME, objectif de 500.000 apprentis en entreprises à l'horizon 2017 : la priorité à l'apprentissage est au menu de la rentrée économique et sociale.

**Le dialogue social au cœur de la bataille de l'emploi.** Avec les 3 conférences sociales organisées depuis 2012, la majorité a placé le dialogue social au cœur de la lutte contre l'emploi.

**Emplois d'avenir.** 150.000 emplois d'avenir vont être proposés pour mettre le pied à l'étrier professionnel aux jeunes, une catégorie frappée de plein fouet par la crise.

**Sécuriser l'emploi.** Pour lutter contre le chômage, le gouvernement a lancé une grande réforme du marché du travail en lien avec les partenaires sociaux. L'ANI, l'accord entre les syndicats et le patronat, a permis de fluidifier le marché du travail tout en garantissant de nouveaux droits pour les salariés.

**Renforcer la formation professionnelle.** A partir du 1er janvier 2015, un compte personnel de formation va être institué. Il va permettre à chaque travailleur (y compris en perte d'activité) de faire valoir son droit à la formation.

**Soutenir l'emploi associatif.** Depuis le 1er janvier 2014, la taxe sur les salaires versée par les associations employant du personnel est abaissée. Chaque association pourra ainsi économiser jusqu'à 14.000 euros qui serviront à employer plus de personnel ou à financer de nouveaux projets dans le sport, la culture, l'action sociale, l'environnement ou la vie citoyenne.

**Pôle Emploi.** Destabilisé par les erreurs de l'UMP lors de la fusion ANPE / ASSEDIC, le service public de l'emploi avait besoin de moyens supplémentaires pour conduire sa mission. 4.000 nouveaux agents ont été recrutés dans ce cadre.

**Plan européen pour l'emploi des jeunes.** Grâce à une initiative française, un fonds exceptionnel de 6 milliards d'euros est consacré à l'emploi des jeunes sur le budget de l'Union européenne. Ce plan cible les jeunes sans formation et sans emploi.



# La production

*La bataille de l'emploi est l'objectif central de la majorité parlementaire. Le principal levier pour y parvenir est le redressement productif indispensable. Le volontarisme économique est de retour !*



**La nouvelle France industrielle.** 34 plans de reconquête industrielle mis en œuvre dans les secteurs industriels d'avenir ont été présentés pour remettre la France au cœur de l'innovation et de la création d'emplois.

**Banque publique d'investissement.** Née le 1er janvier 2013, cette banque dispose d'une force de frappe de 42 milliards d'euros pour financer l'investissement, l'innovation et la trésorerie des entreprises.

**Réhabiliter la politique industrielle.** 600.000 emplois industriels ont disparu de 2002 à 2012. En luttant contre les délocalisations, en facilitant les relocalisations (logiciel Colbert 2.0), en soutenant la trésorerie des entreprises en difficulté (fonds de retournement de 300 millions d'euros), la majorité agit concrètement pour redonner du tonus à notre appareil industriel.

**Simplifier la vie des entreprises et des ménages.** Alléger les procédures, supprimer les normes inutiles, redondantes ou contradictoires, redonner confiance : la simplification est un levier de croissance majeur qui mobilise tous les secteurs ministériels.

**Financer les PME.** Pour faciliter l'accès des entreprises de taille petite et moyenne aux financements, un PEA-PME a été créé. Il va contribuer au renforcement de notre tissu productif.

**Soutenir les petites entreprises.** Avec la loi sur l'artisanat qui simplifie les procédures, valorise les activités artisanales et crée un statut unique de la micro-entreprise, nous avons doté la France d'outils plus adaptés à la défense des tissus économiques locaux.

**Encourager l'économie sociale et solidaire.** Ce secteur coopératif, poumon essentiel de l'économie française (10% du PIB et 2,36 millions d'emplois) dispose désormais de nouveaux outils pour se développer. La loi du 21 juillet 2014 rend plus facile les initiatives coopératives (mutualistes, associatives, SCOP, ...).

**Remettre les banques au service de l'économie.** La loi bancaire adoptée par la majorité de gauche permet de séparer les activités utiles à l'économie qui financent les emprunts des ménages et des entreprises de celles consacrées à la spéculation. L'économie réelle n'a pas à être tributaire des erreurs des spéculateurs.



# Le pouvoir d'achat

*Depuis le déclenchement de la crise de 2008, les familles ont de plus en plus en mal à boucler les fins de mois. Le gouvernement a pris des mesures volontaristes pour soutenir le revenu des ménages.*



**Baisser l'impôt sur le revenu des ménages modestes.** L'application des mesures Fillon de gel de barème a provoqué une augmentation importante de l'impôt sur le revenu. Dès cet automne, les mesures correctrices adoptées par le gouvernement Valls vont permettre de baisser l'impôt sur le revenu de plus de 4 millions de ménages.

**Revaloriser les salaires.** Hausse du SMIC en 2012, augmentation du traitement de 4 millions d'agents publics (jusqu'à 1,4 SMIC) en 2015. Une hausse de revenu de 3,7% du SMIC était également programmée grâce à un allègement de cotisations mais elle a été censurée par le Conseil constitutionnel après saisine de l'UMP. Des mesures alternatives sont actuellement à l'étude.

**Augmenter l'allocation de rentrée scolaire.** L'allocation a été augmentée de 25% soit en moyenne une aide supplémentaire de 75 euros pour 5 millions d'enfants.

**Encadrer les loyers.** La politique du logement du gouvernement vise à enrayer la hausse vertigineuse des loyers grâce à des mesures d'encadrement des loyers notamment dans les agglomérations.

**Étendre les tarifs sociaux de l'énergie.** Depuis 2013, les tarifs sociaux pour l'électricité et le gaz ont été étendus à 2 millions de ménages supplémentaires. Ils bénéficient désormais à 4 millions de foyers.

**Lutter contre la vie chère en Outre-Mer.** La loi de régulation économique pour l'Outre-Mer a permis une baisse des prix des produits de consommation courante de plus de 10%. Elle a été complétée par un décret carburant entré en vigueur le 1er janvier 2014.

**Augmenter le RSA.** Pour lutter contre la pauvreté, une hausse de 10% du RSA est étalée sur toute la durée du quinquennat

**Renforcer le système des bourses.** Depuis le retour de la gauche, le nombre de bénéficiaires de bourses étudiantes n'a eu de cesse d'augmenter. Un effort bienvenu pour les enfants des classes populaires et des classes moyennes. Pour la seule rentrée universitaire 2014-2015, 80.000 étudiants supplémentaires bénéficieront d'une bourse.

**Aider les retraités pauvres.** La revalorisation du minimum vieillesse et l'augmentation de l'aide à la couverture santé des retraités adoptées dans le cadre de la réforme des retraites soutiennent le pouvoir d'achat des seniors les plus pauvres.



# Le savoir

*Les enquêtes internationales pointent la dégradation considérable de notre système éducatif. Dès 2012, le gouvernement a lancé l'opération reconquête en faisant de l'éducation une priorité politique et budgétaire.*



**Nouveaux rythmes scolaires.** Rétablir l'égalité des chances, c'est offrir le socle fondamental à tous les enfants de France et accentuer nos efforts sur l'école primaire. La semaine de cours à neuf demi-journées permet d'agir concrètement pour le redressement du niveau scolaire.

**Embaucher 60.000 enseignants.** L'UMP a supprimé 80.000 postes avant 2012. La gauche remet l'école au cœur des priorités publiques et fournit un effort exceptionnel d'embauche de 60.000 enseignants jusqu'en 2017.

**Lutter contre le décrochage.** 140.000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme. Pour enrayer cette explosion intolérable, nous avons lancé un plan anti-décrochage visant 25.000 jeunes en 2014 et qui a vocation à monter en puissance au fil du temps.

**Faire confiance aux enseignants.** Création des ESPE (écoles supérieures du professorat et de l'éducation) pour remettre en place la formation des enseignants, augmentation des inscriptions aux concours, création des emplois d'avenir professeur pour diversifier les recrutements, lancement de la consultation sur la refondation du métier d'enseignant : c'est bien avec la communauté éducative que nous remporterons la bataille du savoir.

**Valoriser l'enseignement supérieur.** L'enseignement supérieur français est pénalisé par une insuffisante lisibilité des diplômes, un taux d'échec conséquent en premier cycle universitaire et un cloisonnement contre-productif entre universités, grandes écoles, laboratoires de recherche et entreprises. La loi pour l'enseignement supérieur permet de relever ces défis.

**Utiliser le numérique.** Pour diversifier les canaux de transmission des savoirs, la majorité soutient le développement du numérique du primaire à l'université. La plate-forme France Université Numérique démocratise l'accès à tous les savoirs universitaires.

**Transmettre la morale laïque.** La République et ses valeurs sont notre patrimoine commun. Leur signification doit être transmise pour renforcer le vivre ensemble. En 2015, un cours de morale laïque sera dispensé du CP à la terminale. Il donnera lieu à une évaluation trimestrielle.

**Favoriser l'intégration scolaire des enfants handicapés.** 227.000 enfants handicapés suivent un cursus scolaire. Les auxiliaires de vie scolaire qui les accompagnent ont obtenu une reconnaissance de leur métier et ont été titularisés.



# Les finances publiques

*En 2012, la gauche avait un devoir : sauver la France de la faillite. Avec 28.000 euros de dette publique par habitant (!), l'UMP laissait la France dans un piteux état qui interdisait tout nouveau dérapage.*



**Abaisser le déficit budgétaire.** Les trois dernières années Sarkozy ont généré un déficit public moyen de 6,7% du PIB. Ce déficit a été ramené à 4,8% en 2012 et 4,1% en 2013. L'effort se poursuit pour 2014, 2015, 2016 et 2017.

**Réduire la dépense publique.** De 2015 à 2017, un plan de réduction de la dépense publique de 50 milliards va être mis en œuvre : 18 sur l'Etat, 10 sur l'assurance maladie, 11 sur la protection sociale et 11 sur les collectivités territoriales.

**Abaisser les taux d'intérêt soumis à la France.** Pour la droite, la victoire de la gauche devait marquer le début de l'apocalypse financière. Il s'agit au contraire d'un sauvetage. Preuve du retour de la confiance en la signature française, notre pays emprunte à 1,4% sur 10 ans. Du jamais vu.

**Une fiscalité alourdie sur les hauts revenus.** Contribution exceptionnelle de 75% pour les revenus supérieurs à 1 million d'euros par an, création d'une tranche à 45% pour les revenus supérieurs à 150.000 euros par an : les hauts revenus sont mis à contribution.

**Pour redresser les finances publiques, nous menons également une lutte impitoyable contre toutes les formes de fraude.**

**Lutter contre l'évasion fiscale.** Le durcissement des lois anti-fraude a permis aux pouvoirs publics de récupérer des mannes considérables. Pour 2014, 1,8 milliard d'euros de recettes vont être générées par le durcissement de la lutte contre l'évasion et les régularisations fiscales.

**Lutter contre la fraude fiscale.** Une nouvelle loi permet de renforcer considérablement les moyens de l'administration et de la justice pour obtenir les montants détournés des comptes de la nation. Une fonction de procureur de la République financier est également créée.

**Lutter contre les paradis fiscaux.** La lutte contre les paradis fiscaux revient sur le devant de la scène internationale. Renégociation des conventions avec les paradis fiscaux (Suisse, Andorre, Monaco,...), obtention des fichiers bancaires : l'arsenal de lutte a été considérablement renforcé.





# La solidarité

*La solidarité est un fondement du pacte républicain. Elle est au cœur des valeurs de la gauche et doit être renforcée même en temps de crise.*



**Prendre en compte la pénibilité.** A compter du 1er janvier 2016, un compte pénibilité sera introduit pour réduire la durée de cotisation des travailleurs exerçant des métiers pénibles. Longtemps promise, cette prise en compte va devenir effective grâce à la gauche.

**Améliorer la prise en charge de la dépendance.** La gauche a créé l'APA au début des années 2000 pour soutenir les personnes âgées dépendantes, la nouvelle loi dépendance examinée à la rentrée va mobiliser 140 millions d'euros pour améliorer la prise en charge et le soutien aux familles.

**Rétablir la retraite à 60 ans pour les carrières longues.** L'UMP avait mis fin à la possibilité pour les travailleurs aux carrières longues de partir à la retraite à 60 ans. Un décret du 3 juillet 2012 a corrigé cette injustice. 90.000 Français ont d'ores et déjà profité de cette mesure.

**Généraliser la complémentaire santé pour les travailleurs.** Négociée avec les partenaires sociaux dans le cadre de l'ANI, la généralisation de la complémentaire santé pour tous les travailleurs est une avancée sociale majeure.

**Instaurer des droits rechargeables à l'assurance-chômage.** Négociés avec les partenaires sociaux dans le cadre de l'ANI, les droits rechargeables permettent à un chômeur qui reprend un emploi de conserver ses droits anciens et ainsi de le prémunir contre les effets d'une fin précoce de son nouveau contrat.

**Améliorer la couverture santé des Français.** La revalorisation des plafonds permet à un nombre croissant de Français (familles et retraités modestes) de pouvoir accéder à une complémentaire santé. Pour la seule année 2014, 400.000 Français supplémentaires devraient ainsi accéder à la CMU ou à l'ACS.

**Prendre en compte les congés maternité.** Le décret du 1er juin 2014 permet de prendre en compte tous les trimestres de congé maternité dans le calcul de la durée de cotisation.

**Lutter contre le travail précaire.** Dans le cadre de l'ANI négocié par les partenaires sociaux, une surtaxation des CDD a été décidée pour encourager le recours aux CDI.

**Une fiscalité plus juste.** Alourdissement de la fiscalité sur les revenus financiers, fiscalisation des stock-options, abaissement de l'abattement sur les successions à 100.000 euros, plafonnement des niches fiscales limitant les économies d'impôt à 10.000 euros par foyer fiscal : la justice sociale, c'est aussi la justice fiscale.

**Lutter contre les déserts médicaux.** Un salaire garanti de 4.600 euros est désormais proposé aux jeunes médecins qui s'installent dans les déserts médicaux. L'objectif du gouvernement est de garantir à chaque Français un pôle médical d'urgence à moins de 30 minutes de son domicile.



# Le territoire

*La France est une mosaïque de territoires avec leurs atouts et leurs faiblesses. La majorité de gauche œuvre pour réduire les disparités et construire une France plus harmonieuse.*



**Réussir la réforme territoriale.** Le coup d'envoi de la réforme territoriale a été donné : fusion de régions avec une nouvelle carte à 13 régions. Le processus va se poursuivre avec la définition de nouvelles compétences pour construire des territoires plus efficaces, plus démocratiques et plus solidaires.

**Lancer les métropoles.** Aix-Marseille, Bordeaux, Brest, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, la loi sur les métropoles va permettre aux grandes capitales régionales de renforcer leur développement et de mieux structurer leur contribution au rayonnement de l'ensemble des territoires urbains et ruraux qui les entourent.

**Soutenir la ruralité.** La France a arraché un maintien des crédits européens en faveur de l'agriculture et du développement rural (PAC). La loi de modernisation agricole et les assises de la ruralité vont également permettre de renforcer l'attractivité des secteurs ruraux.

**Lutter contre la pauvreté.** Certains quartiers de la République subissent une ségrégation sociale et territoriale. La nouvelle géographie prioritaire permet de concentrer les moyens, de débureaucratiser l'action des pouvoirs publics pour sortir des quartiers entiers de la pauvreté et du désespoir.

**Promouvoir les grandes infrastructures.** TGV Lyon-Turin, Canal Seine Nord, grand campus pluridisciplinaire de Saclay, modernisation du réseau ferroviaire : la création et le renforcement des infrastructures va aussi contribuer au retour de la croissance.

**Sonner la mobilisation générale pour Marseille.** Transports, développement économique, aménagement : Marseille fait face à d'importantes difficultés. Un plan de mobilisation de 3 milliards d'euros et la concentration de moyens vont permettre à cette grande cité méditerranéenne de prendre un nouvel élan.

**Construire une grande métropole parisienne.** 200 kilomètres de métro et 72 nouvelles gares vont voir le jour dans les quinze prochaines années pour éviter la saturation de l'agglomération parisienne et lui permettre d'être toujours plus attractive face aux autres grandes capitales internationales.

**Un pacte d'avenir pour la Bretagne.** 2 milliards d'euros sont mobilisés dans le cadre d'un pacte qui doit permettre de renforcer les infrastructures et réussir la conversion productive bretonne.

# La mondialisation

*Peser en Europe, peser dans la mondialisation : un objectif double pour la régulation et le progrès au service des peuples.*



## RÉORIENTER LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

**Surveiller la finance.** Arraché de haute lutte par la France, l'accord de décembre 2013 sur l'union bancaire va permettre de mieux prévenir les crises et doter l'Europe d'un outil commun de surveillance des 300 plus grandes banques du continent sous la supervision de la Banque Centrale Européenne.

**Lutter contre les abus sociaux.** L'application de la directive communautaire sur le détachement des travailleurs a provoqué la multiplication des abus. La France a engagé un bras-de-fer européen pour lutter contre ces dérives qui favorisent le développement du travail *low cost*. Elle a obtenu gain de cause. Les fraudes et les dérives des entreprises pratiquant le détachement abusif vont enfin être sanctionnées.

**Taxer les flux financiers.** La taxe européenne sur les transactions financières va voir le jour dans 11 Etats membres. La France a pris les devants dès le 1er août 2012 avec un taux de 0,2%.

**Assouplir la politique de la Banque Centrale Européenne.** Euro trop fort, politique monétaire trop rigide, la France défend depuis 2012 un assouplissement de la politique de la BCE pour favoriser l'emploi et la croissance. Progressivement, les idées de la gauche et de la France gagnent du terrain.

**Lutter contre l'optimisation fiscale.** L'optimisation fiscale de certaines multinationales notamment technologiques (Apple, Google, Facebook, ...) qui contournent les systèmes fiscaux pour ne pas payer d'impôt va enfin être combattue au niveau européen grâce à l'insistance de la France.

## CONSTRUIRE UNE AUTRE MONDIALISATION

**Sauver les négociations climatiques.** Dans l'impasse depuis l'échec de la conférence de Copenhague, les négociations climatiques se poursuivent. Fin 2015, la France accueillera la COP21. Notre diplomatie est mobilisée pour construire des consensus permettant d'atteindre un accord contraignant pour enrayer les dérèglements climatiques.

**Secourir la République Centrafricaine.** Le 5 décembre 2013, soutenue par un mandat des Nations Unies, la France est intervenue en RCA dans le cadre de l'opération Sangaris pour empêcher un génocide qui aurait fait de la RCA un nouveau Rwanda.

**Libérer le Mali.** Le 11 janvier 2013, répondant à l'appel du peuple malien, François Hollande a lancé l'opération Serval. Conduite avec nos partenaires africains et européens, cette intervention a fait reculer les terroristes et offre un nouvel avenir aux Maliens dans une société pacifiée.

**Peser sur l'agenda international.** Au G20 et à l'ONU, la voix de la France est la voix de la régulation et du droit des peuples (lutte contre les paradis fiscaux et la financiarisation, soutien à la solution à deux Etats Israël Palestine...).



# La société

*La montée de la violence et des extrémismes oblige une majorité responsable à œuvrer inlassablement pour construire une société plus apaisée et plus juste.*



**Mariage pour tous.** Grâce à la loi Taubira-Bertinotti, il est désormais possible pour les couples de même sexe de se dire « oui » devant leur maire. Malgré l'hostilité violente de la droite et de l'extrême droite, la majorité de gauche a mis en œuvre cet engagement du Président.

**Réussir le service civique.** En 2014, 35.000 jeunes effectuent chaque année un service civique dans le domaine éducatif, sportif, sanitaire, associatif ou culturel. D'ici à 2017, la montée en puissance va se poursuivre jusqu'à 100.000 services civiques par an !

**Egalité entre les femmes et les hommes.** Réduction des inégalités professionnelles, lutte contre les violences et la précarité féminine, amélioration des conditions d'accès aux responsabilités : la loi du 4 août 2014 est un progrès majeur pour l'égalité.

**Une vie politique plus transparente.** La France était en retard en matière de transparence et de lutte contre la corruption. La loi sur la transparence de la vie publique change la donne. Création d'une haute autorité chargée de contrôler les responsables publics, déclaration de patrimoine obligatoire pour les principaux responsables publics, lutte contre les conflits d'intérêt : les nouveaux outils renforcent la démocratie.

**Limiter le cumul des mandats.** A partir de 2017 et malgré l'opposition de la droite, il ne sera plus possible pour un parlementaire de cumuler sa fonction avec des fonctions exécutives dans une collectivité territoriale.

**Apaiser le débat sur l'immigration.** Création de titres de séjour pluriannuels, amélioration du traitement des demandes d'asile, abrogation de la circulaire Guéant et du délit de solidarité, fin de la course au chiffre, lutte contre les filières d'immigration clandestine, assouplissement des conditions de naturalisation : la gauche apporte la preuve qu'il est possible de conduire une politique migratoire maîtrisée et juste.

**Défendre la laïcité.** La laïcité est une valeur essentielle de la République. Elle est défendue face à tous les extrémismes. Une charte de la laïcité est désormais apposée dans toutes les écoles publiques.

**Accompagner les personnes en fin de vie.** Deux députés, Alain Claeys (SRC) et Jean Léonetti (UMP) ont été chargés par le gouvernement de préparer une loi pour faire évoluer la législation dans ce domaine.



# La sécurité

*La sécurité demeure une préoccupation majeure des Français. La gauche actionne tous les leviers pour faire vivre ce droit essentiel et faire face aux nouvelles menaces.*



**Mieux combattre la délinquance.** 80 zones de sécurité prioritaires ont été créées pour mieux coordonner les moyens des acteurs de la sécurité. La République s'organise mieux pour faire reculer la délinquance là où elle est la plus forte.

**Lutter contre la récidive.** La réforme pénale en cours d'adoption permet de doter le système judiciaire de nouveaux moyens pour améliorer l'efficacité des peines et lutter utilement contre la récidive grâce à un meilleur suivi des personnes condamnées.

**Combattre le terrorisme.** La loi du 22 décembre 2012 va prochainement être complétée par une loi qui permettra de mieux lutter contre le développement des filières djihadistes.

**Laisser les juges faire leur travail.** Le temps des pressions, des commentaires et des mutations de circonstance est révolu. La gauche laisse les juges faire leur travail et c'est très bien comme cela.

**Moderniser le travail des forces de sécurité.** Contrôles fondés sur les seuls enjeux de sécurité publique, respect entre agents et usagers, identification des agents en service : l'instauration d'un nouveau code de déontologie de la police et de la gendarmerie et la réforme de l'inspection générale de la police nationale vont renforcer le lien de confiance qui unit les forces de sécurité à la population.

**Plan national de lutte contre les cambriolages.** Le renforcement de la vidéo-protection, la lutte contre les trafics organisés, la protection des commerces les plus menacés et une meilleure coordination de la présence des forces sur le terrain permettent de mieux lutter contre le fléau des cambriolages.

**Assurer la cyberprotection de la France.** Nos sociétés sont de plus en plus vulnérables face aux menaces numériques. Le scandale Prism prouve la pertinence de la concentration de nouveaux moyens sur la cyberdéfense.

**La Défense, acteur de la sécurité nationale.** La loi de programmation militaire issue du dernier livre blanc renforce la dimension de protection du territoire dans les missions conduites par les armées.



# Le quotidien

*La politique peut parfois paraître éloignée des préoccupations concrètes des citoyens. La majorité a conduit des actions qui témoignent de son souci constant d'améliorer le quotidien des Français.*



**Protéger les consommateurs.** Bouclier tarifaire pour les usagers des banques, lutte contre les clauses abusives en matière d'assurance et de télécom, régulation du commerce électronique, action de groupe contre les pratiques abusives, lutte contre l'obsolescence programmée : la nouvelle loi sur la consommation protège le porte-monnaie des Français.

**Rénovation énergétique des logements.** La conversion thermique des logements est un chantier colossal qui va progressivement toucher 500.000 foyers par an. Une aide financière par logement pouvant atteindre 3.000 euros est proposée pour réduire la facture énergétique et préserver la planète.

**Faire baisser le prix des lunettes.** Grâce à une amélioration des conditions de concurrence sur le marché des lunettes, les prix payés par les Français vont baisser de 30 à 40% dès 2014.

**Réformer le permis de conduire.** Avant la fin de l'année, une réforme du permis de conduire sera adoptée pour réduire les délais de passage et améliorer les conditions d'accès des jeunes à la mobilité.

**Soutenir la petite enfance.** Avec 822.000 naissances par an, la France est le champion européen de la natalité. 275.000 nouvelles places en crèche et auprès des assistantes maternelles vont donc être créées dans les 5 années qui viennent.

**Réguler les stages.** Une proposition de loi a été adoptée pour lutter contre les recours abusifs et mieux valoriser cette étape professionnelle dans les parcours de formation.

**Valoriser les terroirs et les savoir-faire.** Les indications géographiques protégées sont désormais étendues aux produits artisanaux et manufacturés. Le « fait maison » donnera lieu à une identification systématique dans les restaurants.

**Généraliser le tiers-payant.** D'ici à 2017, le tiers-payant va être progressivement généralisé pour tous les patients.

**Lutter contre les comptes en déshérence.** Près de 4 milliards d'euros dorment sur des comptes appartenant à des Français décédés. La proposition de loi Eckert permet de doter la puissance publique des moyens de rendre cet argent à ceux auxquels il revient et de remettre cette manne financière dans l'économie.



# L'avenir

*La politique, c'est aussi la préparation de l'avenir. Alors que le monde change à une vitesse étourdissante sous l'effet conjugué de la révolution numérique, de l'émergence économique de nouvelles nations et du changement climatique, la France anticipe les mutations.*



**Réussir la transition énergétique.** Une grande loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte va être adoptée dans les prochains mois. Elle va positionner la France à l'avant-garde pour réduire les gaz à effets de serre (-40% en 2030), valoriser les énergies renouvelables (23% en 2020) et développer l'économie verte.

**Investissements d'avenir.** Transition écologique et énergétique, innovation, enseignement supérieur, santé, transports publics : 12 milliards d'euros sur 10 ans vont être consacrés à des investissements qui préparent l'avenir de la France.

**Assurer l'équilibre des régimes de retraites.** Alors que le déficit prévisionnel de la branche retraites de la sécurité sociale allait être de 20 milliards d'euros en 2020, le gouvernement a engagé une réforme courageuse mettant à contribution entreprises, salariés et retraités de manière équilibrée. La solidarité intergénérationnelle, au cœur de notre modèle social, est ainsi préservée.

**Protéger les secteurs stratégiques.** Le décret du 14 mai 2014 soumet certains investissements étrangers dans des secteurs stratégiques (énergie, transport, télécom, eau, santé) à autorisation préalable. La cohérence de notre appareil productif, c'est aussi la préparation de l'avenir.

**Moderniser notre système ferroviaire.** La loi ferroviaire du 4 août 2014 permet de mettre fin aux effets néfastes de la scission RFF / SNCF et de doter notre système ferroviaire des moyens de procéder aux investissements qui assurent son développement et la sécurité des lignes.

**Aller vers le très haut débit.** Un plan d'investissement de 20 milliards d'euros sur 10 ans a été présenté pour mieux connecter l'ensemble du territoire.

**Faire émerger des champions français de l'Internet.** Lancement de « Paris capitale start-up », une pépinière numérique pour rattraper le retard français, développement du numérique dans le système scolaire et universitaire, rejet de la vente de Dailymotion à Yahoo : la gauche met tout en œuvre pour faire émerger une industrie numérique française puissante et indépendante.



Groupe Socialiste,  
Républicain et Citoyen  
290 députés mobilisés pour  
réussir la nouvelle étape

